Les Usagers de l'hôpital d'Aubenas

Informations Janvier 2025

LA SANTE MALADE DES POLITIQUES LIBERALES

Les déserts sanitaires s'étendent. Sept millions de personnes sont sans médecin traitant. Les tarifs des mutuelles explosent, comme les franchises et les dépassements d'honoraires. 36% des personnes renoncent aux soins.
Les services d'urgence sont saturés, les personnels épuisés et sous-payés. Les hôpitaux et maternités de proximité sont réduits, privatisés ou fermés, des centres d'IVG menacés. La psychiatrie est asphyxiée. Les EHPADs sont au bord de la cessation de paiement… mais les bénéfices des cliniques privées se portent bien.

Le Projet de loi de financement de la Sécurité Sociale 2025, qui menaçait d'achever notre Santé, est tombé avec le gouvernement Barnier.
Le gouvernement Bayrou s'annonce dans sa continuité et risque fort de reprendre à son actif les mesures préconisées :

- Les consultations médicales ont augmenté ce qui se traduira par 1,1 milliards d'euros sur la Sécurité Sociale et une augmentation du reste à charge pour les familles. L'association France Assos Santé estime à 1500 €/an le reste à charge pour les familles.
- Le gouvernement Barnier avait fixé l'augmentation de l'Objectif National des Dépenses d'Assurance Maladie (ONDAM) à 2,8% alors que les directeurs d'hôpitaux réclamaient 6 % et les syndicats 10 %.

Les alertes sur la situation budgétaire des établissements médicaux et médico-sociaux s'accumulent. Etranglés financièrement, ils ne parviennent pas à se moderniser ni à embaucher des soignant.e.s mieux payé.e.s et mieux formé.e.s.
Les fermetures de lits, les urgences saturées, les personnels maltraités, les malades abandonné.e.s dans les couloirs se généralisent.

- La remise en cause de l'Aide Médicale d'Etat est une faute éthique majeure.

Dans le même temps, en 2024, l'Etat a accordé 82 milliard d'euros d' exonération de cotisations sociales.

Ces politiques ne veulent pas seulement réduire les dépenses de santé prise en

charge par la Sécurité sociale et la solidarité, elles veulent aussi les transférer aux grands groupes privés.

Dans ce contexte, la situation de nos hôpitaux de proximité est très fragile, malgré le dévouement du personnel attaché à maintenir le niveau de prise en charge des patients au plus haut.

MOBILISONS-NOUS POUR :
la suppression des restes à charge dont les dépassements d'honoraires et y compris les invisibles (comme le coût des transports augmentés du fait de l'éloignement), la fin du paiement à l'acte, **une Sécurité Sociale solidaire, universelle et gérée par les salariés, prenant en charge intégralement à 100% les frais de santé, dans un périmètre élargi et défini selon les besoins des populations, sans aucune condition ni discrimination, intégrant en son sein l'Aide Médicale d'État.**
la création de centres de santé publics pluridisciplinaires, participatifs, pratiquant le tiers payant intégral, première pierre d'un service public territorial de santé de premier recours.

L'AVENIR DE L'HÔPITAL NE POURRA S'ÉCRIRE QUE PAR L'INTERVENTION CONJOINTE DES PERSONNELS, DES USAGERS ET DES ÉLUS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ASSOCIATION
JEUDI 13 FEVRIER 2025 à 18H30
A la Maison de QUARTIER DE PONT D'AUBENAS
Rapport moral et d'activités, rapport de trésorerie,
Election de la nouvelle direction de l'association

L'assemblée sera suivie d'un moment convivial

Coordination Nationale des comités de défense des maternités et hôpitaux de proximité
Association agréée N2008AG0003 - Arrêté du 14/08/2008
Contact : cda12550@coordination-defense-sante.orgSite : hptt://www.coordination-nationale.org

Nous avons besoin de votre soutien moral et financier
Bulletin d'adhésion
Nom / Prénom
Adresse (e.mail éventuellement)
Adhésion 2024 (minimum 5 euros) à adresser à: Elisabeth Beltramin 284 Route de la joie 07600 JUVINAS ou Suzanne Torte 295 Chemin de la Roche 07380 PRADES **Chèque libellé à l'ordre de : « Les Usagers de l'Hôpital d'Aubenas »**